

TENDANCES SOCIO ÉCONOMIQUES

DÉPARTEMENT DE L'ISÈRE

N°18 - DÉCEMBRE 2023



Cette lettre est le fruit d'une collaboration entre l'Antenne Isère d'Auvergne-Rhône-Alpes Entreprises (Pôle Intelligence Économique et Territoriale) et le Département de l'Isère (Direction des Solidarités et Direction de la Performance et Modernisation du service au public).

Bi-annuelle, elle vise à résumer les principales tendances socio-économiques du département.

À RETENIR

**En France : une
faible croissance**

**En Isère : une
stabilité de
l'emploi**

**Un tassement
de la baisse du
chômage et des
allocataires du
RSA**

Les tendances générales	2
L'emploi salarié	3
Les créations d'entreprises	4
Les difficultés d'entreprises	4
Le chômage	5
Les allocataires du Revenu de Solidarité Active (RSA)	6
Économie de proximité	7
Zoom sur... l'aéronautique	8

2023 | Un premier semestre en demi-teinte

Dans un contexte global de ralentissement de l'économie et d'inflation persistante, de nombreux indicateurs marquent le pas dans notre Département. Ainsi après une longue période favorable, l'emploi se stabilise au 2^e trimestre 2023 et le taux de chômage connaît un léger rebond. La baisse du nombre de demandeurs d'emploi et d'allocataires du RSA se poursuit, mais dans une moindre mesure que les 2 années précédentes. Les défaillances des entreprises ont rattrapé leur niveau d'avant covid.

Dans ce tableau pouvant engendrer des inquiétudes, l'activité touristique largement portée par la montagne s'est maintenue cet été, et l'Isère peut compter sur le dynamisme de certaines filières telles que l'aéronautique (à laquelle le zoom de la dernière page est consacré) qui draine un vaste tissu de sous-traitants.

Un affaiblissement de l'activité économique

INTERNATIONAL | Un ralentissement de l'activité dans un contexte d'inflation persistante

Selon les estimations du FMI, la croissance mondiale devrait passer de +3,5 % en 2022 à +3,0 % en 2023 et en 2024. La hausse des taux directeurs appliquée par les banques centrales pour lutter contre l'inflation continue de peser sur l'activité économique.

Le ralentissement serait plus marqué dans les pays avancés (+1,5 % en 2023 après +2,6 %), alors que la croissance des pays émergents et en développement, se maintiendrait autour de +4 %.

L'inflation mondiale devrait passer de 8,7 % en 2022 à 6,9 % en 2023, puis à 5,8 % en 2024.

En zone euro, le faible dynamisme de l'activité résulte de la hausse des taux d'intérêt et du niveau d'inflation élevé, qui pèsent à la fois sur l'investissement et sur la consommation. La Banque Centrale Européenne a prévu une croissance de +0,7 % pour 2023.

FRANCE | Une faible croissance au 3^e trimestre

En France, la croissance du PIB a ralenti au 3^e trimestre 2023 (+0,1 %), après un rebond inattendu à +0,6 % au 2^e trimestre.

Après avoir atteint son pic en début d'année, l'inflation reflue et s'établit à +4 % en octobre 2023.

Au 3^e trimestre, le ralentissement des prix a relancé la consommation des ménages (+0,7 %), et l'investissement des entreprises est resté soutenu (+1,5 %).

A l'inverse, le commerce extérieur a freiné la croissance : les exportations, tirées par les livraisons de matériels de transport, se sont contractées au 3^e trimestre 2023 après une forte augmentation au trimestre précédent.

La production totale (biens et services) a décéléré au 3^e trimestre (+0,2 % après +0,8 %).

L'Insee a prévu une croissance de +0,9 % en 2023.

AUVERGNE-RHÔNE-ALPES | Des signes de ralentissement

Selon l'enquête régionale de la Banque de France réalisée en octobre, l'**activité industrielle** progresse légèrement. Les entrées de commande ralentissent, notamment du fait de la demande étrangère, et le taux d'utilisation des capacités se situe en dessous de la moyenne de long terme.

L'activité des **services marchands** se replie dans l'ensemble des secteurs, à l'exception de l'hébergement. Le travail temporaire et le transport routier sont impactés par une demande et une activité en baisse.

Dans le **bâtiment**, l'activité reste en progression, de façon plus dynamique sur le second œuvre que sur le gros œuvre. Mais elle perd de sa vigueur dans les travaux publics au 3^e trimestre.

À RETENIR

Prévisions de Croissance en 2023
Monde +3%
Zone euro +0,7%
France +0,9%

Sources :

FMI, Perspectives de l'économie mondiale - Octobre 2023 <https://www.imf.org/fr/Publications/WEO>

Insee, Informations rapides N°275 - 31/10/2023 <https://www.insee.fr/fr/statistiques/7709473>

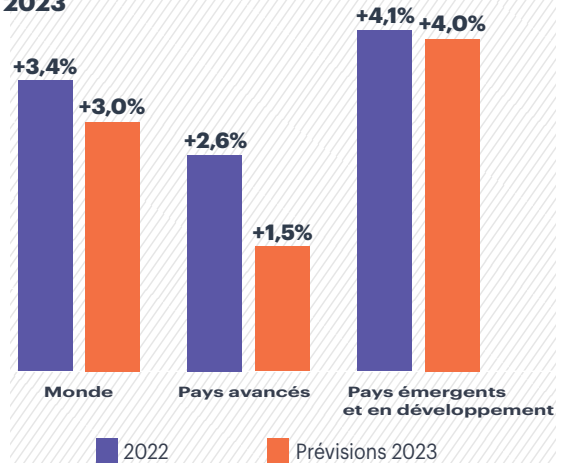
Insee, Point de conjoncture nationale - 07/09/2023

Banque de France Auvergne-Rhône-Alpes, Tendances régionales : Octobre 2023 - 14/11/2023

Pour aller plus loin :

<https://www.imf.org/>
<https://www.insee.fr/>
<https://www.banque-france.fr/>

Croissance du PIB en 2022 et prévisions en 2023

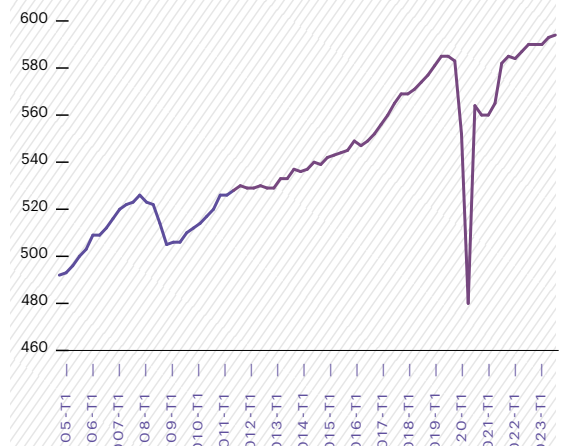


Source : FMI prévisions octobre 2023

Évolution du PIB en France en volume

(en milliards d'euros)

Au 3^e trimestre 2023 : 593,9 milliards d'euros



Source : Insee

Évolution des principales composantes du PIB aux 2^e et 3^e trimestres 2023

	2023 T2	2023 T3
PIB	+0,6%	+0,1%
Investissement	+0,5%	+1,0%
Consommation des ménages	+0,0%	+0,7%
Production totale	+0,8%	+0,2%
Commerce extérieur	-0,1 point	-0,3 point

Source : Insee

Une stabilité au 2^e trimestre 2023

ÉVOLUTION | Une croissance qui ralentit

Fin juin 2023, l'Isère compte 375 500 emplois salariés dans le secteur privé, dont 69 % dans le tertiaire et 23 % dans l'industrie.

En France, comme en Isère, après une longue période favorable aux créations d'emploi, le 2^e trimestre 2023 subit un coup d'arrêt causé par le secteur tertiaire, habituellement créateur d'emplois.

Au 1^{er} semestre 2023, l'emploi salarié privé n'a augmenté que de +0,2 % en Isère (après +0,7 % au 2^e semestre 2022). La hausse est inférieure au niveau régional (+0,3 %) et national (+0,5 %). En Auvergne-Rhône-Alpes, la dynamique est tirée par le Rhône, qui concentre 70 % des créations nettes d'emplois de la région (+5 400 emplois et +0,7%). Quatre départements ont subi une baisse d'effectif (Allier, Ardèche, Loire et Haute-Loire).

ACTIVITÉS | Des tendances disparates selon les secteurs

Près de 800 emplois ont été créés en Isère entre le 31 décembre 2022 et le 30 juin 2023, mais deux secteurs ont perdu des emplois : la construction et l'intérim.

Si le **tertiaire** est le premier pourvoyeur d'emplois en volume sur cette période (+1 105), sa progression est plus faible en Isère (+0,5 %) qu'en région (+0,7 %) ou qu'en France (+0,9 %). Cette tendance était déjà observée en 2022. Dans le détail, l'emploi est en léger repli dans le commerce et l'hôtellerie-restauration mais a augmenté dans les autres services.

L'**industrie** est le moteur de l'économie iséroise, avec une croissance continue depuis 3 ans, et un gain de 730 emplois sur le 1^{er} semestre 2023. Cette dynamique est tirée par la fabrication de matériel électrique et de composants électroniques. En Auvergne-Rhône-Alpes, l'Isère se situe au deuxième rang après le Rhône, ex aequo avec la Drôme (+0,9%), et s'illustre par un rythme 2 fois plus rapide qu'en France.

A l'inverse, la **construction** a supprimé 400 emplois. Amorcée en 2022, la baisse s'est accélérée en 2023 dans un contexte de hausse des taux d'intérêt et de chute de la construction neuve. Elle est plus marquée en Isère (-1,2%) qu'à l'échelle régionale et nationale (respectivement -0,8 % et -0,5%).

Signe d'un marché du travail qui ralentit, l'**emploi intérimaire** a reculé sur les 6 premiers mois de l'année (-640 emplois). La tendance iséroise est conforme à ce qui se passe en France et en région.

À RETENIR

+800 emplois
entre décembre
2022 et juin 2023

Sources : Urssaf, Dares (intérim)

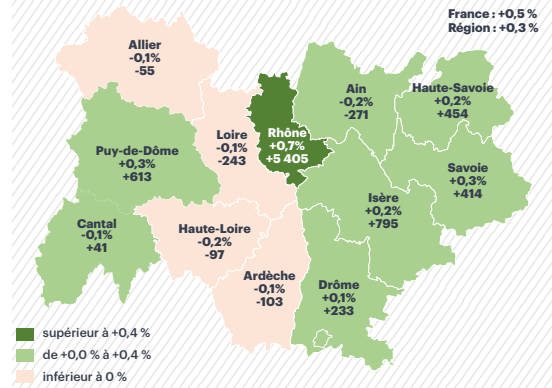
Les données trimestrielles sont des effectifs salariés privés en fin de trimestre.

Précision : À partir de 2016, l'introduction de la Déclaration sociale nominative (DSN) en remplacement du bordereau récapitulatif de cotisations (BRC) peut transitoirement affecter les comportements déclaratifs des entreprises et générer des révisions accrues sur les données. Les données du dernier trimestre sont provisoires.

Le champ de l'Acoss-Urssaf couvre l'ensemble des cotisants du secteur concurrentiel qui comprend tous les secteurs d'activité économique sauf les administrations publiques, l'éducation et la santé non marchandes, l'emploi par les ménages de salariés à domicile et les entreprises relevant de la Mutualité Sociale Agricole.

Pour aller plus loin :
<https://www.urssaf.org/accueil/statistiques/nos-etudes-et-analyses/employeurs.html#toutes-les-publications>

Évolution de l'emploi salarié privé entre le 4^e trimestre 2022 et le 2^e trimestre 2023



Source : Urssaf, secteur privé hors agriculture, données CVS

Isère : évolution de l'emploi salarié privé par activité aux 1^{er} et 2^e trimestres 2023

	Emploi 2 ^e trim. 2023	Var. au 1 ^{er} trim. 2023	Var. au 2 ^e trim. 2023
Industrie	85 429	+0,3%	+0,6%
Construction	31 860	-0,6%	-0,7%
Commerce et services hors intérim	240 082	+0,5%	-0,0%
Intérim	18 124	-2,0%	-1,4%
Total emploi salarié privé	375 495	+0,2%	-0,0%
Total hors intérim	357 371	+0,3%	+0,1%

Source : Urssaf, secteur privé hors agriculture, données CVS, Dares (intérim)

LES CRÉATIONS D'ENTREPRISES

Une baisse des créations entre 2022 et 2023

Sur les 6 premiers mois de l'année, l'Isère a enregistré 9 259 créations d'entreprises, dont les deux tiers sous le statut de micro-entreprises.

Entre 2022 et 2023, le nombre de créations aurait diminué de 5,5% : ce repli serait surtout imputable aux sociétés et aux entreprises individuelles, alors que les créations de micro-entreprises ne reculeraient que légèrement (-2,2%). A titre comparatif, la baisse est similaire en Auvergne-Rhône-Alpes, mais plus faible en France (-2%).

Précaution : le suivi des créations d'entreprises se trouve fragilisé depuis le début de l'année en raison de l'évolution des formalités au 1^{er} janvier 2023. Les évolutions doivent être interprétées avec prudence et peuvent faire l'objet de révisions significatives

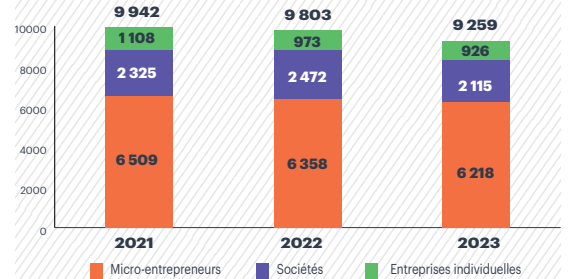
À RETENIR

9 259 créations d'entreprises de janvier à juin 2023

Sources : Insee REE Sirene, activités marchandes hors agriculture données brutes

Pour aller plus loin : <https://bpifrance-creation.fr/>

Isère : nombre de créations d'entreprises sur le 1^{er} semestre de l'année



Source : Insee REE Sirene, données brutes

LES DIFFICULTÉS D'ENTREPRISES

Des signes de dégradation

DÉFAILLANCE | Au-dessus du niveau pré-covid

Entre août 2022 et juillet 2023, 1 028 défaillances ont été enregistrées en Isère, soit une hausse de +56 % par rapport à l'année précédente. Ce chiffre traduit un mouvement de rattrapage après une forte chute des défaillances en 2020 et 2021.

Le niveau de défaillances de juillet 2019 est dépassé dans le département (1 007), ce qui n'est pas encore le cas au niveau régional ou national.

LICENCIEMENT ÉCONOMIQUE | En hausse

De janvier à septembre 2023, 1 472 licenciements économiques ont été enregistrés en Isère (+26 % / 2022 et +4 % / 2021). Cette hausse est portée à la fois par la forte augmentation des licenciements hors PSE (1 227, +29 %) et celle plus modérée des PSE (245, +12 %). Si le secteur des services reste le plus important en termes de volume (44 % des licenciement économiques), ceux de la construction et de l'hébergement/restauration sont les plus impactés lorsqu'on les ramène au poids des effectifs salariés (respectivement 3,4 et 3,5 fois plus touchés que la moyenne).

Sur les 9 premiers mois de l'année, on compte 7 205 ruptures conventionnelles, en baisse de 3,7% par rapport à 2022.

ACTIVITÉ PARTIELLE | La baisse se poursuit

Sur l'année glissante de juillet 2022 à juin 2023, 416 000 heures ont été indemnisées, contre 1 078 000 sur la même période précédente (215 000 durant la période de référence pré-covid de juillet 2018 à juin 2019). Les heures consommées en activité partielle de droit commun (APDC) sont en retrait de 32 % par rapport à la période pré-covid et l'indemnisation en activité partielle de longue durée (APLD) ne représente quant à elle plus que 59 % de la période précédente.

À RETENIR

1 028 défaillances sur un an

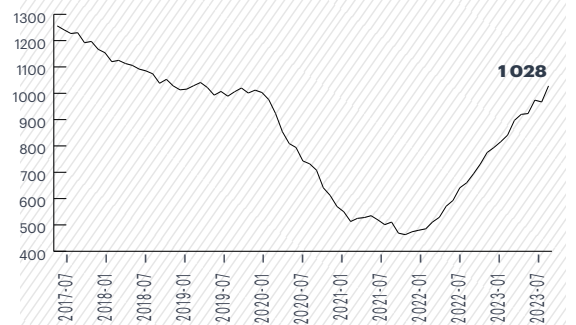
Sources : Défaillances d'entreprises : Banque de France Fiben

Licenciements économiques et activité partielle : Direction départementale de l'emploi, du travail et des solidarités (DDETS) Isère

Définition : Plan de Sauvegarde de l'Emploi (PSE) : établi dans le cadre d'une procédure de licenciement pour motif économique, il vise à éviter les licenciements ou à en limiter le nombre. Il doit faciliter le reclassement des salariés dont le licenciement est inévitable. Le PSE est obligatoire dans les entreprises d'au moins 50 salariés, lorsque la procédure concerne au moins 10 salariés.

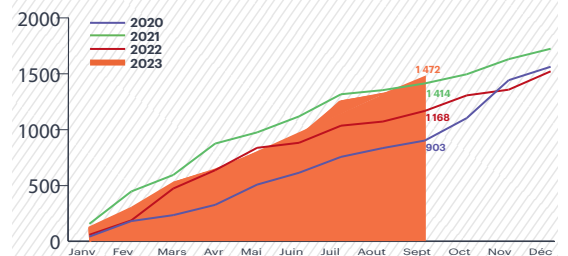
L'activité partielle de longue durée est un dispositif temporaire à destination des entreprises qui connaissent des difficultés durables. Sa mobilisation n'est désormais plus possible depuis le 1^{er} janvier 2023 pour les entreprises qui n'étaient pas préalablement engagées dans ce dispositif.

Isère : évolution des défaillances d'entreprises en cumul annuel



Source : Banque de France

Évolution du nombre de licenciements économiques cumulés depuis 2020



Source : DDETS 38

Net ralentissement de la baisse du chômage

TAUX DE CHÔMAGE | Léger rebond au 2^e trimestre 2023

Fin 2022, le taux de chômage départemental était de 5,8 % en Isère soit une baisse de 0,3 point sur 1 an, une évolution identique à celle de la France et de la région. En Auvergne-Rhône-Alpes, tous les départements sont orientés à la baisse à l'exception du Cantal dont le taux (4,1 %, +0,1 point) est le plus faible de tous les départements de France.

Le taux de chômage de l'Isère est resté inférieur à ceux de la région (6,1 %) et de la France métropolitaine (7,0 %).

Entre le 1^{er} et le 2^e trimestre 2023, le taux de chômage enregistre un léger rebond (+0,1 point) dans les zones d'emploi de Bourgoin-Jallieu (6%), de Vienne-Annonay (6,9 %) et de Voiron (5 %). Il se stabilise dans celle de Grenoble (6 %) au 1^{er} semestre 2023.

DEMANDEURS D'EMPLOI | Une baisse concentrée sur les catégories B et C (activité réduite)

Au 2^e trimestre 2023, le département comptait 85 290 demandeurs d'emploi dont 54 % sans activité (en catégorie A) et 46 % en activité réduite (en catégorie BC).

Au cours des six premiers mois de l'année, le nombre de demandeurs d'emploi en catégories ABC a reculé (-1,3 %) légèrement plus qu'en région et en France. Néanmoins ce 1^{er} semestre 2023 est marqué par un net ralentissement de la baisse du chômage (-0,6 % aux 1^{er} et 2^e trimestres 2023 contre -1,2 % au 4^e trimestre 2022). Au 3^e trimestre 2023, les prémisses d'un retournement de tendance semblent se dessiner (+0,6 %).

Cette baisse concerne quasi exclusivement la demande d'emploi en activité réduite (-950 en catégories B et C) alors que la demande d'emploi en catégorie A n'est qu'en très légère diminution (-140). Cette évolution est spécifique au département : en France, c'est l'inverse qui se produit (le recul de la catégorie A est nettement plus soutenue) et en région le recul est équilibré entre la demande d'emploi en activité réduite et celle sans activité.

Ce ralentissement concerne l'ensemble des tranches d'âge mais plus fortement les jeunes. La demande d'emploi de longue durée bénéficie toujours d'une baisse plus soutenue mais n'échappe pas à ce fléchissement général (-3,0 % au 1^{er} trimestre puis -1,7 % au 2^e).

À RETENIR

Au 1^{er} semestre 2023 :
une baisse de **1 090** demandeurs d'emploi ABC dont **950** en activité réduite
Taux de chômage : **5,8%**

Sources : : Insee, Pôle emploi, Drees - Les données trimestrielles des demandeurs d'emplois sont une moyenne sur le trimestre

La ZE de Vienne-Annonay couvre 5 départements (147 communes dont 46 en Isère).

Définitions :

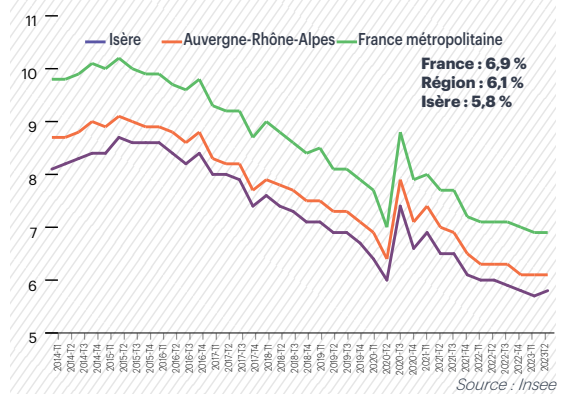
Taux de chômage : rapport entre le nombre de chômeurs et la population active. Le calcul de ce taux s'appuie sur les critères stricts du B.I.T : un chômeur est une personne âgée de 15 ans ou plus qui remplit trois critères : « ne pas avoir eu d'activité rémunérée lors d'une semaine de référence », « être disponible pour travailler dans les deux semaines à venir » et « avoir effectué, au cours des quatre dernières semaines, une démarche active de recherche d'emploi ».

Les catégories de demandeurs d'emploi :

- Catégorie A : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi et n'ayant exercé aucune activité sur la période considérée.
- BC : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi et ayant exercé une activité réduite sur la période considérée.
- Longue durée : demandeurs d'emploi depuis plus d'un an.
- Très longue durée : demandeurs d'emploi depuis plus de deux ans.

Pour aller plus loin : <https://auvergne-rhone-alpes.dreets.gouv.fr/>

Évolution trimestrielle du taux de chômage au sens du BIT depuis le 1^{er} trimestre 2014

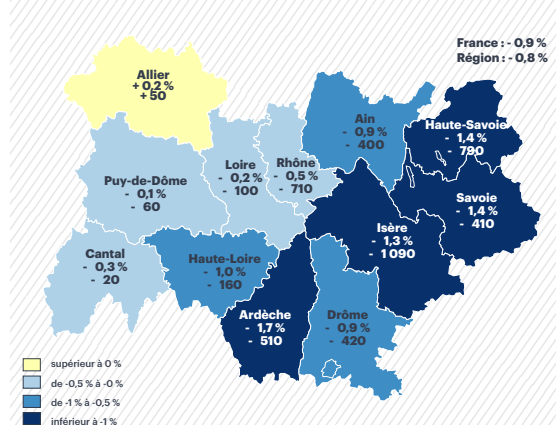


Isère : évolution des DEFM cat. ABC entre le 4^e trimestre 2022 et le 2^e trimestre 2023

	2 ^e trimestre 2023	ÉVOLUTION T4 2022 / T2 2023		
		Isère	Région	France
DEFM Cat. ABC	85 290	-1,3%	-0,8%	-0,9%
Cat. A	46 590	-0,3%	-0,7%	-1,4%
Cat. BC	38 700	-2,4%	-0,9%	-0,2%
Moins de 25 ans	10 730	-1,2%	-0,1%	-0,1%
Plus de 50 ans	22 400	-2,0%	-1,1%	-1,3%
Longue durée (1 an et plus)	34 930	-4,6%	-3,8%	-3,4%

Source : Pôle emploi, Drees, Données CVS-CJO pôle emploi

Évolution des DEFM cat. ABC entre le 4^e trimestre 2022 et le 2^e trimestre 2023



Source : Pôle emploi-Dares, données brutes

La baisse du nombre d'allocataires du RSA marque le pas

RSA | 4,2 % des Isérois sont allocataires du RSA

Au 30 juin 2023, 21 093 foyers étaient allocataires du RSA en Isère. En tenant compte des conjoints, des enfants et des autres personnes à charge, près de 43 433 Isérois sont concernés. Ceci représente 4,2 % des Isérois de moins de 65 ans contre 4,9 % pour la région et 6,3 % pour la France métropolitaine.

Ce taux est variable selon les territoires. Les plus forts taux se situent dans les territoires urbains : l'agglomération grenobloise (5,7 %), l'Isère rhodanienne (4,9 %) et Porte des Alpes (4,9 %). A l'opposé, les faibles taux se trouvent au sein des territoires du Grésivaudan (1,6%), du Haut-Rhône dauphinois (2,2%) et de la Bièvre (2,4%).

ÉVOLUTION | Une baisse du nombre d'allocataires qui se poursuit mais à un rythme plus modéré

La baisse du nombre d'allocataires du RSA, amorcée à l'issue de la crise sanitaire se poursuit sur le premier semestre 2023, mais à un rythme plus modéré depuis le mois de mars 2023. Cette baisse, qui concerne tous les profils de ménages allocataires, est plus particulièrement prononcée pour les moins de 30 ans.

Entre décembre 2022 et juin 2023, le département de l'Isère enregistre la plus forte baisse parmi les départements d'Auvergne-Rhône-Alpes (-2,5 % contre -1,3 % en région et en France métropolitaine) et se classe 13^e département à l'échelle nationale. Cette diminution correspond à 530 foyers, soit 1 300 personnes.

A l'exception du Sud-Grésivaudan qui connaît une forte hausse (+8%), l'ensemble des territoires isérois enregistrent des baisses avec des situations contrastées :

- Le Grésivaudan et les Vals du Dauphiné enregistrent les plus fortes baisses avec respectivement -8% et -4,6%.
- Le Voironnais-Chartreuse, Porte des Alpes et le Haut-Rhône dauphinois enregistrent eux les plus faibles diminutions avec respectivement -0,2%, -1% et -1,4%.

Ces baisses sont moins marquées que les 2 années précédentes, un signal faible qui potentiellement laisse présager la fin d'une période plutôt favorable. Les premières données sur le troisième trimestre 2023 mettent en avant une stagnations du nombre d'allocataires du RSA.

À RETENIR

Une baisse de **530 allocataires** de décembre 2022 à juin 2023

Sources : Caisse d'Allocations Familiales, Département de l'Isère

Définition : Le RSA, Revenu de solidarité Active est une prestation entrée en vigueur au 1^{er} juin 2009.

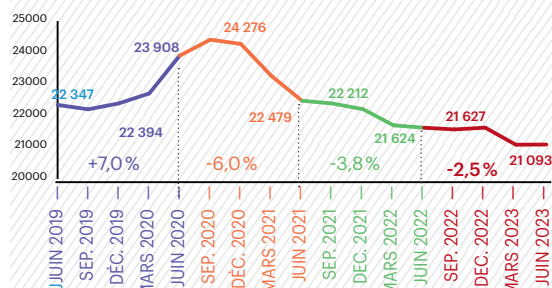
Elle remplace deux minima sociaux existants (RMI et API) et se substitue à des dispositifs d'intéressement de retour à l'emploi. *(*)La notion d'allocataire est une notion de foyer (à rapprocher par exemple des ménages au sens Insee) et non d'individu. Ainsi, compter des allocataires signifie compter des foyers constitués de personnes seules ou de plusieurs personnes (familles).*

Évolution du nombre de foyers allocataires du RSA entre décembre 2022 et juin 2023

	juin-23	Variation sur 6 mois (12/22 - 06/23)
RSA	21 093	-2,5%
Moins de 30 ans	4 447	-4,6%
Plus de 50 ans	5 420	-2,0%
Monoparent	7 160	-2,4%
Personnes couvertes	43 433	-2,9%

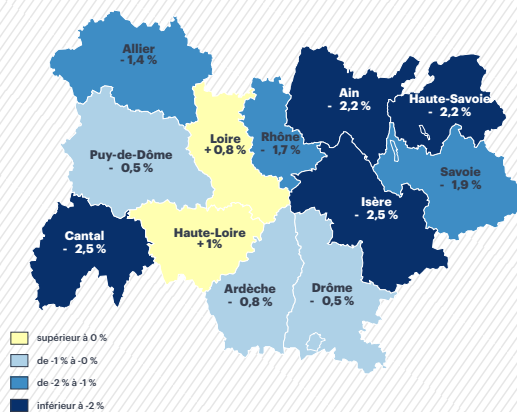
Source : Caf de l'Isère - ELISA - semi consolidées - juin 2023

Évolution du nombre de foyers allocataires du RSA entre juin 2019 et juin 2023



Source : Caf de l'Isère - ELISA - semi consolidées - juin 2023

Évolution du nombre de foyers allocataires du RSA entre décembre 2022 et juin 2023 par département



Source : CAF ELISA

Une saison estivale correcte comme en 2022

TOURISME | Une fréquentation satisfaisante, notamment en montagne

La fréquentation touristique de l'Isère durant la saison d'été 2023 est restée globalement stable par rapport à son niveau de 2022. Le début difficile de juillet a été compensé par l'activité soutenue du mois d'août (+2 % de fréquentation) et la poursuite de l'activité en septembre (+10 %). Les clientèles françaises (Auvergne-Rhône-Alpes en tête, puis Ile-de-France, Provence-Alpes-Côte d'Azur, etc.) et étrangères (Pays-Bas, Allemagne, Royaume-Uni, etc.) ont ainsi pu profiter d'un été prolongé grâce à des circonstances météorologiques favorables. Les touristes ont cependant été plus économes, recourant davantage à l'hébergement non marchand et baissant leur niveau de consommation chez les restaurateurs et les prestataires d'activités.

La montagne a su tirer son épingle du jeu durant le mois d'août, avec une hausse des nuitées de 10 % par rapport à l'année précédente. Sur l'ensemble de cette saison estivale, elle concentre 49 % de la fréquentation, devant l'urbain (34 %) et le rural (17 %). Air pur, grands espaces, positionnement tarifaire et refuge fraîcheur peuvent expliquer cette bonne attractivité. Enfin, les différents événements culturels et sportifs isérois, qui jouent un rôle essentiel pour l'activité touristique dans les villes ou stations organisatrices, ont renoué avec de bons niveaux d'affluence après une période marquée par la crise sanitaire de 2020.

COMMERCE TRADITIONNEL | Un bilan mitigé par l'inflation

En cumul sur les 6 premiers mois de l'année 2023, les chiffres d'affaires du commerce de proximité sont légèrement plus élevés qu'au 1^{er} semestre 2022 (de +1,5 %). Cela tient davantage à la hausse des prix qu'à une réelle amélioration de l'activité. De plus, l'activité commerciale s'est dégradée au fil des mois depuis le début de l'année. Si les secteurs de l'équipement de la personne (habillement, chaussures ...) et de l'équipement du foyer (décoration, quincaillerie, ameublement...) sont en baisse, ceux de l'alimentaire et de « santé beauté » sont en croissance.

Hors inflation, les chiffres d'affaires en juin 2023 sont stables avec +0,5 % par rapport à juin 2022 en région grenobloise et diminuent de -0,3 % en France.

ARTISANAT :

Le changement des modalités d'enquêtes au 1^{er} janvier 2023 ne nous permet pas à ce jour d'analyser les tendances dans l'artisanat. Cela sera possible quand les données seront disponibles sur une année complète.

À RETENIR

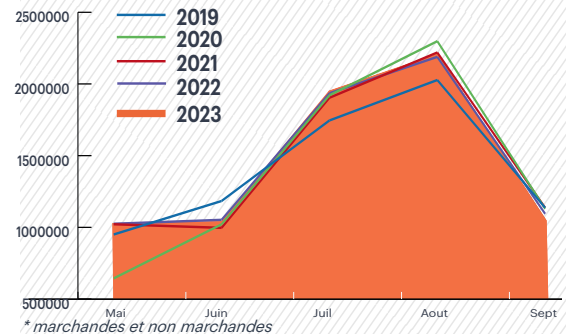
7,25 millions de nuitées françaises sur l'été 2023 (mai à septembre)

Sources : Isère Attractivité, Chambre de Commerce et d'Industrie de Grenoble.

Pour aller plus loin : [Isère Attractivité, Le tourisme en Isère Bilan été 2023](#)

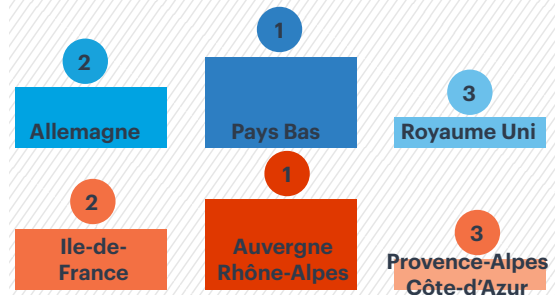
[Baromètre 2022/2023 de l'artisanat Isère CRMA](#)

Évolution des nuitées touristiques* de la clientèle française en Isère



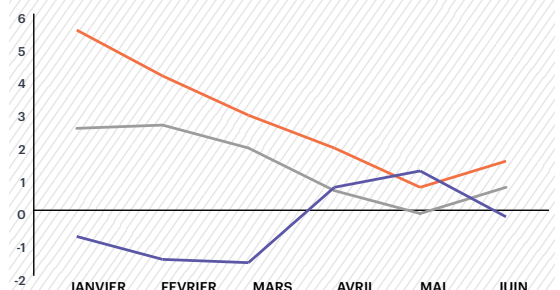
Source : Isère attractivité - Observatoire du Tourisme - Flux vision Tourisme

Provenance des clientèles



Source : Isère attractivité - Observatoire du Tourisme - Flux vision Tourisme

Évolution des chiffres d'affaires cumulés du commerce de détail en 2023 comparés à 2022



Source : Banque de France, CCI de Grenoble Observatoire du commerce de détail indépendant (< 300 m²)

— Territoire CCIG 2023 / 2022
— Territoire CCIG 2021 / 2022
— France 2023 / 2022

ZOOM SUR...

L'aéronautique : une filière en développement

FRANCE | Un marché tourné vers l'export

La filière aéronautique et spatiale réalise un chiffre d'affaires de 62,3 milliards d'euros, dont 83 % à l'export. Ce secteur joue un rôle majeur dans la balance commerciale de la France.

La décarbonation est un enjeu central pour l'avenir de cette filière, de même que l'appropriation des technologies numériques, d'où l'importance de la recherche-développement et le dépôt de nombreux brevets.

Après une baisse importante pendant la crise sanitaire, l'activité a retrouvé une forte dynamique, dès l'année 2022. Les grands constructeurs aéronautiques sont localisés en Occitanie, en Ile-de-France et en Nouvelle Aquitaine.

AUVERGNE-RHÔNE-ALPES | Un vaste tissu de sous-traitants

En plus de quelques grands acteurs (Safran, Thales, Dassault Aviation, Constellium, Michelin...), Auvergne-Rhône-Alpes s'illustre par un tissu dense de sous-traitants œuvrant dans des domaines variés : mécanique et métallurgie, plastiques et composites, matériaux, électrique et électronique, ingénierie et services.

Si 90 établissements travaillent exclusivement pour l'aéronautique (7 200 emplois), 750 établissements et 45 000 emplois sont liés à cette activité.

Dans la région, le cluster Aerospace accompagne le développement de cette filière et, plus récemment, l'Académie Aéronautique a été créée pour promouvoir les métiers et les formations dans ce secteur.

ISÈRE | 10 % des acteurs régionaux de l'aéronautique

L'Isère abrite 78 établissements de la filière, dont 42 sociétés sont certifiées EN 9100, ce qui situe le département en 4^e place après le Rhône, la Haute-Savoie et la Loire. Les compétences présentes sont la mécanique, l'électronique et l'ingénierie et design.

À RETENIR

En Auvergne-Rhône-Alpes :
90 établissements et 7 200 emplois directs
750 établissements et 45 000 emplois indirects
300 établissements certifiés EN 9100*

* EN 9100 : norme européenne de qualité spécifique au marché aéronautique et spatiale

Sources :

Panorama régional de la filière aéronautique réalisé par le Pôle IET d'Auvergne-Rhône-Alpes Entreprises, en partenariat avec le cluster Aerospace, la Dreets et la Région.

Carte dynamique des acteurs en région et en Isère

Les activités implantées sur les sites de l'aéroport Grenoble-Isère (Vinci) et de l'aérodrome du Versoud (CCI) :

A Saint-Etienne-de-Saint-Geoirs :

- l'ENAC (Ecole Nationale de l'Aviation Civile) a construit un nouveau bâtiment en 2023,
- Aeroformation (école de pilotage),
- Blue aéro (entretien d'avions privés),
- plusieurs aéroclubs

Au Versoud :

- l'association CELAG (centre d'étude et de loisirs aéro de Grenoble),
- Aerotechnics (fabrication et maintenance de planeurs), accompagnée par l'Agence sur un projet de développement.
- Le lycée du Grésivaudan, propose plusieurs formations (bac pro et BTS) autour des métiers de la maintenance sur aéronefs et dispose d'un plateau technique sur l'aérodrome.



Remerciements aux organismes qui ont participé à l'édition de ce numéro



Directeur de publication : Joëlle SEUX
Co-directeur : Séverine BATTIN
ISSN 2431-241X

Auvergne-Rhône-Alpes Entreprises Isère
4 Place Robert Schuman - 38000 GRENOBLE
Tél. : 04 76 70 97 18

Département de l'Isère
7 rue Fantin-Latour - CS 41096 - 38022 Grenoble Cedex 1
Tél. : 04 76 00 38 38

Auvergne-Rhône-Alpes Entreprises | Isère

co-financée par :

